

Burundi : Les ONG font état de cas de tortures et d'exécutions extrajudiciaires

RFI, 02-12-2015 Burundi : des ONG contestent le «professionnalisme» avancé par la police Au Burundi, alors que les violences sont devenues quasi quotidiennes avec des attaques contre les forces de l'ordre et des tentatives d'assassinat, le ministre de la Sécurité publique a publié lundi soir un communiqué dressant le bilan de son action. La situation sécuritaire a été globalement bonne au cours de l'année 2015 malgré quelques cas de crimes, a-t-il dit dans le communiqué. Ce constat est loin d'être partagé par les ONG de défense des droits de l'homme.

Selon le ministre de la Sécurité publique du Burundi, au moins 34 policiers ont été tués et environ 300 blessés depuis le début de la crise en avril. Le problème, c'est que les victimes civiles ne sont pas évacuées, elles pourraient pourtant s'élever à plusieurs centaines, selon les défenseurs des droits de l'homme. Le bilan du ministre fait état de plus de 600 armes confisquées et de 6 000 personnes arrêtées. Ces actions ne semblent pourtant pas en mesure de mettre un terme aux violences devenues quasi quotidiennes dans le pays. La police a géré la situation avec beaucoup de «professionnalisme, de loyauté et d'abnégation» affirme le général Bunyoni dans ce communiqué. «Je m'en moque», riposte-t-il. De leur côté, les ONG comme Amnesty International contestent ce constat et font état de multiples cas de tortures et d'exécutions extrajudiciaires. La semaine dernière, les Etats-Unis ont pris des sanctions contre le général Bunyoni en raison d'opérations policières visant à réduire au silence ceux qui s'opposent au gouvernement. Interrogé sur ces sanctions, la réponse du ministre est éloquente : «C'est une supercherie», dit-il en ajoutant : «Je m'en moque».